

Proposition présentée par les députés :

Mmes et MM. Prunella Carrard, Lydia Schneider Hausser, Roger Deneys, Manuel Tornare, Christian Dandres, Anne Emery-Torracinta, Christine Serdaly Morgan, Antoine Droin, Irène Buche, Loly Bolay

Date de dépôt : 14 octobre 2010

Proposition de résolution

pour une politique culturelle cantonale cohérente et planifiée en matière de lieux de sortie

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- la disparition progressive en Ville de Genève, et dans le canton en général, des lieux destinés à l'organisation de soirées pratiquant des prix abordables pour une large population, notamment la jeunesse ;
- les fermetures récentes ou envisagées du MOA Club, du Weetamix, du Moulin à Danse et de la Parfumerie, accentuant encore la diminution de l'offre culturelle ;
- la chronicité de ce problème aussi bien au niveau de la Ville de Genève que du canton ;
- le manque de clarté et/ou de célérité concernant les procédures d'octroi d'autorisations diverses relative à l'ouverture d'un lieu ;
- l'importance pour les jeunes de pouvoir bénéficier de lieux de sortie répondant à leurs envies et leurs goûts culturels ; adaptés à leurs besoins et leur capacité économique ; accessibles en particulier par les transports publics ; et sécurisés car répondant aux normes en vigueur dans ce canton ;
- l'unité politique, qui semble prévaloir aujourd'hui, quant à la nécessité de trouver des solutions à ce problème ;
- l'enquête en cours menée par la Ville de Genève relative au recensement des lieux de sorties sur son territoire ;

invite le Conseil d'Etat :

- à se saisir de la question de manière urgente en mandant, d'ici à la fin de l'année 2010 au plus tard, une étude similaire à celle réalisée en Ville de Genève, afin :
 - d'évaluer l'offre existante au niveau cantonal et régional ;
 - de déterminer de nouveaux lieux – répartis de manière cohérente sur le territoire cantonal – potentiellement aptes à recevoir une infrastructure permettant l'organisation de soirées telles que définies dans cette résolution et répondant au besoin de lieux de proximité et abordables financièrement ;
- à proposer d'ici juillet 2011, sur la base de l'étude, des actions et projets concrets à réaliser afin de lutter contre la pénurie actuelle ;
- à anticiper les besoins liés à cette politique active et volontariste en prévoyant dans son budget 2011 des moyens spécifiques y relatifs.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

La toute récente fermeture du MOA Club a fait la une de la presse et suscité un débat nourri sur la question des lieux de sortie accessibles financièrement pour une large partie de la jeunesse.

Le parti socialiste salue l'engouement que semble susciter cette thématique parmi les différents partis politiques genevois et se félicite que cette question occupe enfin la place qu'elle mérite au sein du débat public.

L'appauvrissement de l'offre ne date pas d'hier mais il semble que les récentes fermetures ont amené le système à saturation. Les quelques lieux existant encore, tels que l'Usine ou l'Ecurie, sont pris d'assaut et malgré le froid et l'humidité automnale, ce sont des centaines de jeunes qui s'installent sur la place des Volontaires à la recherche d'un espace où passer la soirée ensemble.

Les Socialistes sont particulièrement attentifs à cette problématique et souhaitent que la jeunesse de ce canton ne trouve pas comme seule option de sortie festive, les recoins de nos rues, la place du quartier ou le parc du coin. Nous souhaitons que nos jeunes aient la possibilité de sortir, se divertir, assister à des concerts, être acteurs de la vie culturelle de notre région, bref, qu'ils préfèrent les relations humaines et les rencontres à leur poste de télévision ou leur ordinateur.

Pour que le dossier avance de manière crédible, nous vous proposons ici de dépasser les déclarations de bonne volonté. Il faudra des moyens pour soutenir des initiatives associatives, collectives ou privées dans des cadres adaptés et, par exemple, travailler sur la mise en conformité de lieux au sein des zones industrielles.

L'étude proposée dans cette résolution permettra de dégager des pistes d'actions concrètes, touchant à des questions aussi diverses que l'identification de lieux potentiels et leur aménagement ou la nécessité de procéder à des adaptations de la loi. Cette étude ne sera utile que dans la mesure où notre gouvernement aura les moyens de mettre en route rapidement – car il y a urgence – les solutions identifiées, d'où la proposition **de moyens alloués à cette question déjà dans le budget 2011.**

Enfin, la politique culturelle que nous entendons mener sur le territoire cantonal est au cœur de ce débat. Les Socialistes ont souvent interpellé le Grand Conseil à ce sujet par le passé, que ce soit en soutenant des pétitions issues des milieux culturels ou en déposant des textes liés à cette question. Ainsi, nous désirons que le Grand Conseil et le Conseil d'Etat se positionnent enfin sur une politique culturelle cantonale, et notamment, dans le cas précis, sur les espaces dédiés à la diversité de l'offre.

Il est bien entendu que la question culturelle ne se réduit pas à la seule problématique des espaces pour l'organisation de soirées mais nous estimons toutefois que l'étude proposée dans cette résolution est un premier pas vers une politique culturelle cantonale cohérente, réfléchie et planifiée. C'est l'objectif final de cette motion à laquelle, nous l'espérons, vous réserverez un bon accueil.